

Vodafone ne veut plus payer d'impôts en Allemagne

Le scandale commence à prendre de l'ampleur en Allemagne. Au centre de la tourmente: le premier opérateur mondial de mobiles, le britannique Vodafone. Le géant aurait l'intention de demander des exonérations fiscales dans le pays.

Selon deux quotidiens allemands, Vodafone Deutschland a demandé à l'administration fiscale d'être exonéré d'impôts sur les sociétés et de taxe professionnelle pour un montant pouvant aller jusqu'à 20 milliards d'euros. Cette exonération n'aurait pas de limitation de temps! Rien que ça. Quelle raison pousse Vodafone à formuler une telle demande qui choque l'opinion outre-rhin? Le groupe entendrait imputer sur ses bénéfices la dépréciation de la valeur des actifs du groupe allemand Mannesmann, dont il a pris le contrôle à l'issue d'une OPA. Cette dépréciation est estimée à 50 milliards d'euros. Lors de ce rachat, en pleine bulle Internet, Vodafone avait engagé pas moins de 178 milliards d'euros. L'effondrement du secteur avait précipité le géant dans les pertes. Mais est-ce une raison pour demander une ristourne fiscale? En quoi des pertes générées par une entreprise privée donneraient le droit à Vodafone de transformer l'Allemagne en paradis fiscal? L'opérateur n'est pas le seul à avoir dû déprécier massivement des actifs surévalués au moment de l'achat. Logiquement, toute la classe politique allemande a critiqué cette demande. Une demande qui n'est pas prête d'aboutir selon le ministre de l'Economie, Wolfgang Clement: « *Je doute que la spéculation puisse se réaliser au frais du contribuable* », a-t-il déclaré à l'agence DPA.